Elus locaux-MEDEF

Les liaisons dangereuses

*Le MEDEF Touraine organise, le 21 mai, au Centre des Congrès du Vinci à Tours, une manifestation intitulée « Touraine, Terre de réussite ».*

*Cette initiative a pour but : « Il s’agit ainsi de mettre en exergue nos territoires avec leurs communautés de communes, leurs villes et villages qui doivent mieux intégrer leurs entreprises et comprendre leurs problématiques pour leur permettre de se développer. »*

*La présence de Pierre GATTAZ, Président du MEDEF, est annoncée, ainsi qu’Alain JUPPE, Maire de Bordeaux et Président de Bordeaux Métropole.*

Non content d’avoir obtenu depuis de longues années des exonérations de cotisations, des aides publiques ou autres crédit d’impôt en tout genre, le patronat vient frapper à la porte de collectivités locales, le MEDEF en redemande !

Pourtant les entreprises françaises sont les plus subventionnées des pays de l’OCDE, pour quels résultats sur l’emploi ?

Quel est donc le but de la manœuvre ?

* Obtenir de nouvelles aides de la part des collectivités locales ?
* Obtenir des facilités d’implantations à travers des opérations immobilières juteuses ?
* Mettre en concurrence les territoires ?
* Dicter la conduite aux élus locaux ?

D’ores et déjà, le patronat a largement investi les mandats politiques à tous les niveaux, mais visiblement, l’échelle locale manque au tableau de chasse du MEDEF.

Avec, en effet, la réforme territoriale (loi Notre) les communautés de communes seront les principaux acteurs de la politique économique dans les territoires.

Le MEDEF n’aura pas oublié, au passage de faire payer 2000€ pour chaque stand tenu par les collectivités. Pour la CGT, il est temps que mascarade cesse.

Il faut évidemment articuler développement des services publics et développement industriel. Les entreprises ont besoin de services publics (Poste, infrastructures routières, accès au numérique…) mais aussi pour leurs salariés(es) (écoles, accueil de la petite enfance, centres sociaux, associations sportives et culturelles…).

Or, le pacte de responsabilité met encore un peu plus à mal la qualité de service public rendu à la population. Les collectivités locales doivent faire 11 milliards d’économie sur 3 ans, à travers la baisse des dotations de l’Etat.

Pour des communes, ces économies se font sur le dos des agents, d’autres sur les investissements ou les subventions aux associations. Certaines collectivités cumulent le tout.

Il faut donc mettre fin à cette austérité et investir massivement dans l’humain, le social, l’environnement…bref, l’avenir.

Pour cela, la CGT propose une réforme du financement associant :

* *Une profonde réforme de la fiscalité locale, territoriale et nationale, la fiscalité des particuliers et des entreprises pour des dotations budgétaires de haut niveau,*
* *Un pôle financier public,*
* *Des fonds régionaux pour l’emploi et la formation,*
* *Des péréquations dans le cadre d’un aménagement solidaire des territoires et l’égalité de traitement des citoyens(nes).*

LA CGT REVENDIQUE

* *Une revalorisation du Smic à 1700 euros bruts,*
* *Une revalorisation des salaires : par l’ouverture immédiate de négociations dans les entreprises et les branches,*
* *Par l’arrêt immédiat du gel de l’indice des fonctionnaires,*
* *Pour répartir plus justement les gains de productivité et favoriser la croissance et l‘emploi,*
* *Pour maintenir et faire progresser le pouvoir d’achat,*
* *Pour l’égalité entre les femmes et les hommes,*
* *Pour rémunérer à leur juste valeur les qualifications.*

**La CGT lance une campagne de pétition en ligne pour permettre aux salariés de peser sur les** [**négociations en cours sur les régimes de retraite complémentaires des salariés (ARRCO) et cadres (AGIRC) du privé.**](http://www.cgt.fr/-Negociations-ARRCO-AGIRC-2015-.html)

Elles ont débuté le 17 février dans un climat de forte tension. En effet, ces deux institutions essentielles de notre système de retraite connaissent un lourd problème de financement, aggravé depuis 2009 par la crise et par le refus patronal d’augmenter le montant des ressources allouées aux régimes.

Dans cette nouvelle séquence de négociations, la partie patronale avance avec une série de propositions qui visent toutes à réduire le niveau de protection sociale et même à remettre en cause le statut cadre en proposant la fusion des deux régimes.

[La CGT avance à l’inverse des propositions qui permettraient d’assurer durablement le financement des régimes, sans porter atteinte au niveau de couverture sociale](http://www.cgt.fr/spip.php?page=article_dossier2&id_article=42341), notamment en [rendant effective l’égalité salariale entre les femmes et les hommes](http://www.cgt.fr/Investir-dans-l-egalite-salariale.html)

Plus de salaire et de pouvoir d’achat pour tous et toutes, c’est répondre aux besoins des salariés, des retraités et des privés d’emploi. C’est aussi assurer les financements nécessaires à notre protection sociale.

On ne peut plus continuer cette politique du moins disant social et économique.

L’argent existe, il suffit de constater les salaires des grands patrons ou la somme des dividendes versés aux actionnaires.

***Signer la pétition proposée par la CGT***



**RENDEZ-VOUS LE 21 MAI à 10h30,
Rassemblement devant le centre des Congrès du Vinci à Tours**

**afin d’exprimer à GATTAZ et sa bande les revendications des salariés(es)**